

Bulletin d'histoire politique

Homosexualités : perspectives historico-politiques

Line Chamberland



Volume 16, numéro 3, printemps 2008

Homosexualités et politique : Québec et Canada

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056168ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056168ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chamberland, L. (2008). Homosexualités : perspectives historico-politiques. *Bulletin d'histoire politique*, 16(3), 11–20. <https://doi.org/10.7202/1056168ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Homosexualités : perspectives historico-politiques

LINE CHAMBERLAND
Professeure associée à l'IREF
Université du Québec à Montréal

Pour Allan Bérubé (1946-2007)

DE L'ACTIVISME À LA RECHERCHE HISTORIQUE SUR LES HOMOSEXUALITÉS

Allan Bérubé incarne cette génération de chercheurs activistes des années 1970 qui a bousculé les cadres théoriques, épistémologiques et disciplinaires des sciences humaines telles qu'elles étaient alors pratiquées. Pourtant, sa carrière s'est déroulée principalement hors de l'enceinte universitaire. Militant contre la guerre américaine au Vietnam, Bérubé abandonne ses études en histoire à l'Université de Chicago pendant sa dernière année de baccalauréat en 1968. Il s'engage ensuite dans des collectifs de libération gaie et devient l'un des cofondateurs du *San Francisco Lesbian and Gay History Project* en 1978. Il présente à travers les États-Unis un diaporama sur ces femmes qui, bravant les interdits, ont emprunté les vêtements de l'autre sexe et se sont fait passer pour des hommes (*passing women*), allant parfois jusqu'à épouser d'autres femmes, à divers moments de l'histoire. Sa contribution majeure demeure son étude sur les gais et les lesbiennes dans l'armée américaine pendant la Deuxième Guerre mondiale, *Coming Out Under Fire*, un *best-seller* qui a inspiré un passionnant documentaire du même nom¹. Se basant sur de multiples sources (témoignages, lettres personnelles, documents déclassifiés, etc.), Bérubé y propose une lecture innovatrice qui documente les politiques anti-homosexuelles de l'armée, mais également les résistances des gais et des

lesbiennes. Son analyse de l'impact de la conjoncture de guerre sur la formation de réseaux sociaux homosexuels et l'émergence d'une identité collective en tant que groupe minoritaire ostracisé, bien avant l'apparition publique du mouvement de libération homosexuelle, est aujourd'hui reprise dans de nombreux ouvrages historiques. Reconnu par les historiens universitaires pour son travail à la fois méticuleux et audacieux, invité comme conférencier ou enseignant (à Stanford, à l'Université de Californie) à partir des années 1990, récipiendaire de bourses des fondations MacArthur et Rockefeller, Bérubé a ensuite poursuivi des recherches sur l'histoire des hommes gais de classe ouvrière à l'intérieur du *Marine Cooks and Stewards Union* durant les années 1930 et 1940, un syndicat regroupant les travailleurs chargés des services (de restauration, d'entretien, etc.) dans les paquebots passagers du Pacifique et où les gais étaient accueillis ouvertement².

Les travaux d'Allan Bérubé et ceux de plusieurs autres chercheur-es issus principalement des sciences humaines ont donné naissance au domaine des études gaies et lesbiennes (aussi appelées études sur la diversité sexuelle, *queer studies*). Ce champ interdisciplinaire a émergé dans les années 1970 sur la base d'une contestation des savoirs académiques existants qui tantôt occultaient l'homosexualité masculine et le lesbianisme, tantôt les considéraient comme crime, pathologie ou péché. Réalisées au départ sans support institutionnel, les recherches historiques et sociologiques inspirées par ce courant traduisaient une volonté de reconstituer l'histoire des individus, des communautés, des mouvements homosexuels à partir du point de vue des « dominés ». Elles s'inscrivaient dans les nouvelles tendances de cette époque qui voulaient donner une voix aux exclus de l'histoire officielle (les femmes, les Noirs, la classe ouvrière. . .). Pour sa part, le féminisme remettait en question la division apparente entre sphère publique et sphère privée en affirmant que la vie privée est politique.

En histoire, comme dans les autres disciplines, ce mouvement contestataire a généré des perspectives inédites. Certains se sont mis à recenser, et à réinterpréter, les manifestations du phénomène homosexuel à travers différents contextes historiques et culturels afin d'en montrer l'existence universelle tout en la contrastant avec la diversité des attitudes sociales à son égard. D'autres se sont empressés de recueillir des témoignages oraux de gais et de lesbiennes afin de documenter l'époque contemporaine et d'éviter que leur histoire ne soit de nouveau gommée. Outre les publications écrites, ce contre-savoir a pris des formes variées et originales qui visaient une diffusion large et accessible : films et vidéos, diaporamas, expositions dans des musées ou des espaces communautaires, créations d'archives où l'on collectionne les images et les artefacts tout autant que les écrits, mise sur pied de collectifs

d’histoire orale autogérés, collaboration entre historien-nes universitaires et autodidactes. Indissociables de la mouvance gaie et lesbienne, ces travaux historiques alimentaient également le processus de (re)construction des identités individuelles et collectives : en fournissant des représentations positives de l’homosexualité, en favorisant la « découverte » de racines à travers l’identification à des figures ancestrales (notamment dans le monde antique) ou exemplaires (telles Oscar Wilde et Radclyffe-Hall), ou encore, en présentant des matériaux (par exemple, des cas de répression de l’homosexualité, mais aussi de résistance à l’oppression) susceptibles de nourrir l’argumentation des discours contestataires. Bref, il s’agissait de donner un ancrage historique à la stratégie de visibilité (*coming out*) du mouvement des gais et des lesbiennes en (re)découvrant le passé homosexuel.

DES DÉFIS À RELEVER

Cette génération des premières heures était animée par un esprit militant et œuvrait principalement en dehors des cadres universitaires, y compris pour ceux et celles qui y détenaient un poste attiré. Au cours des décennies qui vont suivre, le champ des études gaies et lesbiennes va connaître une institutionnalisation croissante, en particulier dans le monde anglo-saxon. La recherche historique sur la diversité sexuelle, incluant l’hétérosexualité, va se professionnaliser, ce qui n’empêche pas certains chercheur-es issus de la première cohorte d’obtenir une reconnaissance académique ou même de s’intégrer dans le monde universitaire. S’il est plus récent en France, comparé aux États-Unis et aux autres pays européens, et davantage coupé des réseaux communautaires, l’essor de la recherche universitaire sur les homosexualités y est néanmoins amorcé. Il reste à souhaiter que cet axe de recherche soit non seulement présent à l’intérieur de la discipline historique, mais qu’il ne soit pas marginalisé ni déconsidéré par rapport à des thématiques qui seraient jugées plus fondamentales.

Selon l’historienne Florence Tamagne, les perspectives engendrées par la volonté des gais et des lesbiennes de se réapproprier leur passé a enrichi l’histoire des relations entre les personnes du même sexe et renouvelé la manière même d’écrire l’histoire³. Les défis étaient et demeurent pourtant nombreux, que ce soit sur le plan des sources, souvent inexistantes, censurées, falsifiées ou détruites, ou sur celui de leur interprétation. Le lesbianisme a été particulièrement occulté à travers les siècles, un silence faisant office d’interdiction : pas besoin de condamner ce qui n’existait pas ! D’où une quasi-absence de traces alors qu’une part importante des sources pour étayer l’histoire de l’homosexualité masculine provient des archives judiciaires. En outre, les rares

écrits sur l'amour et la sexualité entre femmes sont majoritairement le fait de plumes masculines exprimant une vision patriarcale, voire fantasmatique, dont il est ardu de tirer des informations valides⁴. Paradoxalement, ces limitations ont eu pour effet d'une part, de rendre incontournable une critique serrée des sources disponibles, qui alimente à son tour la réflexion épistémologique, d'autre part, de stimuler l'exploitation de sources originales telles que des archives sonores et visuelles ou les magazines populaires. Mentionnons pour l'exemple les travaux de Martin Pénét sur l'expression homosexuelle dans la chanson française, et ceux de Laura Doan et de Christine Bard sur les relations entre la mode vestimentaire de la Garçonne et l'affirmation identitaire des lesbiennes des années 1920 en Angleterre et en France⁵.

L'interprétation des sources soulève la complexe question du vocabulaire, des définitions et des systèmes catégoriels employés pour nommer et normer les sexualités (incluant l'homosexualité) et les genres, deux ensembles étroitement imbriqués l'un à l'autre, dans les divers contextes historiques et culturels. Quelles sont les continuités et discontinuités historiques dans l'usage de ces signifiants, et quelles césures en découlent pour une histoire de l'homosexualité (ou des homosexualités)? Les interrogations sur les catégorisations sexuelles ont rapidement débouché sur un débat à la fois politique, théorique et épistémologique qui a polarisé les chercheurs-es au début des années 1980, entre les perspectives dites essentialistes, axées sur la démonstration d'une continuité historique visant à établir que les homosexuels forment une minorité à l'intérieur de tout groupe social, et les courants constructivistes qui examinent les processus sociaux et les pratiques discursives qui construisent l'homosexualité, toute sexualité en fait, et soutiennent la thèse selon laquelle l'identité homosexuelle est une création de la modernité occidentale. Quels principes d'intelligibilité guident la recherche : l'acte (homo)sexuel est-il un invariant historique? Le désir homosexuel définit-il une nature ou une essence? Ou, selon l'hypothèse foucauldienne, l'homosexualité renvoie-t-elle davantage à une forme d'expérience qu'à une forme de désir⁶? Si tel est le cas, comment se sont construites les figures contemporaines de l'Homosexuel et de la Lesbienne et quels sont les conditions et les marqueurs de leur émergence historique?

De tels débats ont suscité des divisions, lesquelles furent avivées par les rivalités et disputes reliées à l'institutionnalisation du champ des études gaies et lesbiennes. Par la suite, les tensions se sont estompées, même si les paradigmes continuent de diverger et d'opposer les chercheurs-es. À moyen terme, ces discussions n'auront pas été stériles, bien au contraire. Le lecteur intéressé pourra se faire une idée des acquis de la recherche historique sur l'homosexualité en consultant quelques ouvrages récents qui présentent une

synthèse des travaux réalisés dans un contexte spatio-temporel bien défini, qui relisent l'historiographie existante à partir d'une approche comparatiste ou qui offrent un panorama des façons dont l'homosexualité s'est conjuguée dans divers contextes historiques et culturels⁷.

Au Québec, la recherche historiographique sur les identités, les communautés et les cultures gaies, lesbiennes, bisexuelles et transsexuelles a connu un développement lent et faiblement institutionnalisé. Plusieurs contributions importantes viennent de spécialistes des sciences humaines, plutôt que d'historien-nes de formation. Signalons à cet égard les travaux de Pierre Hurteau sur les discours religieux et juridique ainsi que sur la répression de l'homosexualité masculine au début du xx^e siècle, ceux de Chamberland et Higgins sur les vies des lesbiennes et des gais pendant l'entre-deux-guerres et ceux de Viviane Namaste sur les artistes transsexuelles à Montréal⁸. Une publication majeure, *Sortir de l'ombre*, documente les transformations des communautés gaies et lesbiennes de Montréal pendant la deuxième moitié du xx^e siècle à partir de textes écrits par des acteurs témoins de l'époque et des chercheurs universitaires également impliqués dans ces réseaux communautaires⁹. Enfin, quelques mémoires ont été consacrés à des organismes ou des espaces de sociabilité pour lesbiennes et gais¹⁰. Malgré ces réalisations, ce domaine de recherche ne fait toujours pas l'objet d'investissements structurés et suivis qui jetteraient les bases d'un développement continu et fécond en contexte universitaire ainsi que d'une collaboration entre tous les intéressés.

HOMOSEXUALITÉS : UN ENJEU POLITIQUE PRÉSENTATION DU DOSSIER

Au Québec, l'un des principaux moteurs de la recherche historiographique sur l'homosexualité depuis plus de deux décennies sont les Archives gaies du Québec, créées en 1983, qui amassent des documents de toutes sortes sur la vie des gais et des lesbiennes, assurent leur préservation, développent des outils de recherche (archivistiques, bibliographiques) et offrent des services de consultation¹¹. Ses collections ont été maintes fois mises à profit, que ce soit pour des travaux universitaires, des reportages journalistiques ou des activités de diffusion destinées au grand public, comme l'exposition *Histoire de nos vies*. Ce dossier s'ouvre par un entretien avec Ross Higgins qui retrace le contexte de la mise sur pied des Archives gaies du Québec, dont il est le cofondateur, ainsi que leur évolution subséquente. Auteur de contributions majeures à l'histoire gaie montréalaise, Higgins y partage également sa réflexion sur quelques enjeux de la recherche historiographique, une réflexion inspirée par la perspective de l'anthropologie symbolique qui est la sienne.

La rapide évolution sociale et législative des dernières décennies concernant la situation des personnes homosexuelles suscite un intérêt indéniable chez les sociologues et les juristes. Il n'est donc pas étonnant que la plupart des contributions à ce dossier proviennent de spécialistes de ces deux disciplines. Leur regard se focalise sur l'histoire politique, plutôt que sur les dimensions identitaires, sociales et culturelles des transformations historiques. Quels sont les changements ayant mené de la condamnation de l'homosexualité à sa reconnaissance officielle par l'État ? Quelles dynamiques régissent les relations entre le mouvement homosexuel, les tribunaux, les partis politiques fédéraux et provinciaux, les médias et cet acteur difficile à saisir que l'on dénomme l'opinion publique ? Comment expliquer l'accélération, du moins apparente, de ces transmutations au cours des dernières décennies ? S'agit-il de mutations radicales qui mettent en cause l'ordre normatif des genres et des sexualités, ou de modifications somme toute mineures visant à intégrer une minorité discriminée ? Telles sont les questions qui traversent les articles du dossier et auxquelles les propos des auteur-es apportent des éléments de réponses mutuellement éclairants.

En trois siècles, la gestion juridique de l'homosexualité est passée de la condamnation sévère des mœurs homoérotiques à la légalisation des mariages entre personnes du même sexe au Canada en 2005. Patrice Corriveau retrace l'évolution de cette prise en charge juridique depuis l'époque de la Nouvelle-France jusqu'à la décriminalisation partielle des actes homosexuels avec le bill Omnibus en 1969 et l'adoption subséquente de mesures législatives visant la protection et la reconnaissance juridique des personnes homosexuelles. Dans son ample synthèse, l'auteur s'intéresse plus particulièrement à l'influence des discours religieux, médical et scientifique sur les transformations du discours juridique. Tous ces discours qui légitiment l'intervention du législateur sont en interaction constante, constate-t-il au terme de son analyse, et le discours juridique se métamorphose en fonction des autres discours dominants.

Dans leur article sur le Programme canadien de surveillance des homosexuels durant la Guerre froide, Patrizia Gentile et Gary Kinsman mettent au jour des pratiques de surveillance et de répression des gais et des lesbiennes qui ont eu cours dans la fonction publique fédérale et l'armée durant les années 1950 et 1960 sous le prétexte que ceux-ci constituaient un risque pour la sécurité nationale. À cause de leur caractère hautement secret, ces opérations sont demeurées jusqu'à maintenant peu connues. À partir d'un travail de recherche qui s'est poursuivi sur plusieurs années, basé sur des entrevues et le dépouillement de documents officiels, les auteurs documentent les méthodes employées, y compris la mise au point de tests soi-disant scientifiques pour la détection des personnes homosexuelles, ainsi que les conduites de résistance déployées par les gais et les lesbiennes faisant l'objet d'une surveillance.

Rétrospectivement, l'inclusion de l'orientation sexuelle dans la liste des motifs prohibés de discrimination de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* en 1977 est souvent interprétée comme la première étape d'un inéluctable mouvement vers l'égalité juridique. Or il n'en est rien selon l'analyse que font Marie-France Bureau et Jacques Papy des transformations de cette norme juridique. Faisant appel à quelques acteurs et témoins privilégiés de cette évolution, ces juristes montrent que le geste hardi des législateurs québécois – le Québec étant le premier État au monde à formaliser une telle interdiction – visait au premier chef à offrir une protection contre la répression et la violence envers les homosexuels. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 et au début des années 1990 qu'apparurent les conditions d'un réexamen des implications de la norme de non-discrimination qui ouvrit la voie à des mesures de reconnaissance de la conjugalité et de la parentalité des gais et des lesbiennes. C'est aussi à travers le dialogue social entre la communauté homosexuelle et l'État que la norme juridique s'est transformée.

Quatrième pays au monde à légaliser le mariage entre personnes du même sexe, le Canada fait figure de proue à l'échelle mondiale, d'autant qu'il a été le premier à autoriser le mariage de gais et de lesbiennes venant de l'extérieur du pays. La question du « mariage gai » a suscité des débats déchirants dans la population québécoise et canadienne ainsi qu'au sein des formations politiques fédérales. Selon la lecture de Sylvain Larocque, l'accès au mariage constitue d'abord une victoire juridique, plutôt que politique, pour la communauté gaie et lesbienne, une victoire obtenue à la suite d'une longue série de contestations judiciaires amorcée dès les années 1970. Toutefois, les premiers gains déterminants ne surviennent qu'en 1995, avec un jugement de la Cour suprême qui interprète la Charte canadienne des droits et libertés comme interdisant la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle. Larocque examine les facteurs ayant amené les groupes homosexuels à privilégier la voie juridique et les raisons de leur succès.

La juriste Ann Robinson s'est personnellement engagée dans la lutte pour la pleine reconnaissance juridique des unions entre personnes du même sexe et des familles homoparentales. Adoptant ici une perspective centrée sur la lesboparentalité, elle propose une réflexion sur le « long chemin » parcouru depuis Sappho par ces femmes qui aiment d'autres femmes, tantôt occultées de l'histoire, tantôt démonisées ou pathologisées. Au Québec même, il n'y a pas si longtemps, des lesbiennes ont perdu la garde de leurs enfants malgré l'existence d'une norme juridique de non-discrimination, à la suite de jugements fondés sur des préjugés lesbophobes. Tout en soulignant les immenses progrès accomplis pour la reconnaissance de la maternité lesbienne avec la loi québécoise sur l'union civile, adoptée en 2002, Robinson déplore que celle-ci maintienne le principe de la dualité parentale au lieu de prendre acte des

situations de pluriparenté et de pluriparentalité courantes parmi les familles homoparentales, mais également de plus en plus fréquentes chez les familles hétéroparentales.

Au-delà de ses succès sur le plan législatif et de sa visibilité croissante dans l'espace public, l'action sociale des personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles, transsexuelles et transgenres (GLBT) constitue-t-elle un mouvement social au sens sociologique? C'est la question qui guide la fresque de 40 ans d'activisme autour de la diversité sexuelle qu'ébauchent Isabel Côté et Jacques L. Boucher. Tout en relatant les temps forts de cette action collective au Québec et ailleurs dans le monde, les auteur-es examinent le passage d'un militantisme libérationniste, symbolisé par les émeutes de Stonewall à New York en 1969 et misant sur l'affirmation de soi (*coming out*) et la visibilité publique, à des revendications réformistes qui canalisent l'action collective vers l'appareil politico-judiciaire. De plus en plus investie vers l'intégration normative, sociale et institutionnelle, la mouvance GLBT conserve néanmoins un potentiel de renouvellement, concluent les auteurs, notamment dans la lutte contre l'exclusion sociale des minorités marginalisées et la remise en question des modèles normatifs qui fondent les rapports sociaux de sexe.

Bonne lecture!

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Bérubé, Allan, *Coming Out Under Fire. The History of Gay Men and Women in World War Two*, New York, Plume, 1990; Dong, Arthur (réalisateur), *Coming Out Under Fire*, Deep Focus Productions, 71 minutes, 1995.
2. De classe ouvrière et d'origine franco-canadienne – il tenait d'ailleurs aux accents de son nom de famille, Bérubé raconte son itinéraire personnel et intellectuel dans un article intitulé « Intellectual Desire », publié dans Susan Raffo (dir.), *Queerly Classed : Gay Men and Lesbians Write about Class*, Boston, South End Press, 1997, p. 43-66. Une première version de ce texte avait été présentée lors de la conférence d'ouverture du colloque *La Ville en rose : lesbiennes et gais à Montréal – Histories, cultures et sociétés*, UQAM et Concordia, 12-15 novembre 1992.
3. Tamagne, Florence, « Histoire des homosexualités en Europe : un état des lieux », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 53, n° 4, 2006, p. 7-31.
4. Sur ce sujet, voir entre autres Marie-Jo Bonnet, *Les relations amoureuses entre femmes*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1995. Édition revue et augmentée d'un ouvrage antérieur, *Un choix sans équivoque*, Paris, Denoël/Gonthier, 1981; Laure Murat, *La loi du genre. Une histoire culturelle du « troisième sexe »*, Paris, Fayard, 2006; Nicole Albert, *Saphisme et décadence dans Paris fin-de-siècle*, Paris, Éditions de La Martinière, 2005, et « De la topographie invisible à l'espace public et littéraire : les lieux de plaisir

lesbien dans le Paris de la Belle Époque », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 53, n° 4, 2006, p. 87-105.

5. Pénét, Martin, « L'expression homosexuelle dans les chansons françaises de l'entre-deux-guerres : entre dérision et ambiguïté », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 53, n° 4, 2006, p. 106-127 ; Doan, Laura, *Fashioning Sapphism. The Origins of a Modern English Lesbian Culture*, New York, Columbia University Press, 2000 ; Bard, Christine, *Les Garçonnes. Modes et fantasmes des Années folles*, Paris, Flammarion, 1998.

6. Olivier, Lawrence et Roger Noël, « Michel Foucault : problématique pour une histoire de l'homosexualité », *Revue sexologique*, vol. 2, n° 1, 1994, p. 7-31.

7. Entre autres, on pourra consulter : Aldrich, Robert (dir.), *Une histoire de l'homosexualité*, Paris, Seuil, 2006, traduit de l'anglais ; Corriveau, Patrice, *La répression des homosexuels au Québec et en France – Du bûcher à la mairie*, Sillery, Septentrion, 2006 ; Tamagne, Florence, *Histoire de l'homosexualité en Europe. Berlin, Londres, Paris 1919-1939*, Paris, Éditions du seuil, 2000 ; et le récent numéro de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 53, n° 4, octobre-décembre 2006, coordonné par Florence Tamagne, sur le thème « Écrire l'histoire des homosexualités en Europe : XIX^e-XX^e siècles ».

8. Hurteau, Pierre, *Homosexualité, religion et droit au Québec : une approche historique*, thèse de doctorat, Département de religion, Université Concordia, 1991 ; Chamberland, Line, *Mémoires lesbiennes. Le lesbianisme à Montréal entre 1950 et 1972*, Montréal, Remue-ménage, 1996 ; Higgins, Ross, *A Sense of Belonging : Pre-liberation Space, Symbolics, and Leadership in Gay Montreal*, thèse de doctorat en anthropologie, Montréal, Université McGill, 1997, et *De la clandestinité à l'affirmation. Pour une histoire de la communauté gaie montréalaise*, Montréal, Comeau et Nadeau, 1999 ; Namaste, Vivian K., *C'était du spectacle ! L'histoire des artistes transsexuelles à Montréal, 1955-1985*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005.

9. Demczuk, Irène et Frank Remiggi (dir.), *Sortir de l'ombre, Histoire des communautés lesbienne et gaie de Montréal*, Montréal, VLB Éditeur, 1998.

10. Arsenault, Mathieu, *Histoire de l'Association pour les droits des gai(e)s du Québec*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 2000 ; Hildebran, Andrea Logan, *Lesbian Activism in Montreal : 1973-1979*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 1997 ; Noël, Roger, *Pratiques politiques et formation de l'identité gaie au Québec*, mémoire de maîtrise en science politique, UQAM, 1993 ; Podmore, Julie, *St. Lawrence Blvd. as third city : place, gender and difference along Montréal's Main*, thèse de doctorat en géographie, McGill, 1999 ; Shareck, Olivier, *Évolution de l'opinion publique face la à reconnaissance des droits des gais et des lesbiennes au Québec tel que vu dans les journaux montréalais et dans les sondages, 1967-1994*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM. Cette liste ne prétend pas à l'exhaustivité.

11. Des archives lesbiennes ont également été constituées durant la période la plus effervescente du mouvement des lesbiennes, soit les années 1980, mais le groupe fondateur s'est désintégré sans assurer sa relève. Ces archives sont actuellement déposées

au Centre communautaire des gais et des lesbiennes de Montréal. Pour sa part, le Réseau Vidé-elles, animé par Diane Heffernan et Suzanne Vertu, a accumulé plusieurs centaines d'heures d'enregistrement d'événements et d'activités de la communauté lesbienne montréalaise, constituant ainsi un fond archivistique d'une valeur unique.